

Frédéric Potier

La matrice de la haine

J'ai besoin de haïr.
Sinon, je ne serais rien:
Je hais donc je suis.



La matrice de la haine

Frédéric Potier

La matrice de la haine

L'Observatoire
Éditions de

Fondation
Jean Jaurès

ISBN : 979-10-329-0970-6

Dépôt légal : 2020, mars

© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2020

© Fondation Jean-Jaurès Paris, 2020

170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour Alexandre et Marianne

« L'action, c'est d'abord la décision que chacun prend seul en face de sa conscience ; c'est ensuite le courage de résister aux lenteurs et aux déceptions qui ne se séparent pas du train de la politique. L'homme d'action est celui qui garde le sens d'une tâche grandiose à travers les médiocrités quotidiennes. »

Raymond Aron,
« Discours aux étudiants allemands
sur l'Europe et l'unité de l'Allemagne », 1952.

Introduction

C'était le début d'une soirée froide et humide comme le Béarn en connaît une très grande partie de l'année. Mon père avait considéré que son fils aîné se devait de venir écouter l'homme qui parlait ce soir-là à l'étage d'un supermarché palois dont le propriétaire – amoureux des idées et de la culture – avait décidé d'en faire une salle de conférence. Le phrasé était saccadé. La voix parfois enraillée et nasillarde. Mais les idées s'enchaînaient avec une limpidité et une vitesse qui m'impressionna. Tolérance, respect, droits de l'homme, monarchie éclairée, liberté religieuse, liberté de conscience, laïcité, protestantisme, catholicisme... Michel Rocard présentait dans la ville de naissance d'Henri IV la longue préface qu'il offrait à un ouvrage consacré à l'édit de Nantes. Il prononça également des noms de lieux lointains que je ne connaissais alors pas. Des noms qui évoquaient pour l'ancien Premier ministre la capacité des hommes à dépasser les conflits meurtriers, à parier sur l'intelligence et à construire la paix : Ouvéa, Hienghène, Tjibaou, Lafleur, Nouméa... Peut-être mon engagement personnel s'est-il construit ce soir-là. Rien n'est sûr, mais ce n'est pas impos-

sible. En tout cas, je pense souvent aux valeurs et surtout à la pratique politique qui fut celle de Michel Rocard. Un mélange de franc-parler, de rigueur intellectuelle, de sens de l'intérêt général, de goût pour la complexité et la construction du compromis courageux, de foi inaltérable dans les vertus de la démocratie. Ces valeurs et ces pratiques, que les journalistes ont résumées dans la fameuse expression « méthode Rocard », sont aux antipodes des fléaux qui minent aujourd'hui les fondements de notre République : le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, les intégrismes identitaires, les LGBTphobies, le rejet de l'altérité et de la différence...

Confiant dans les capacités de son fils aîné et désireux de contribuer à sa culture générale si essentielle pour réussir les concours d'entrée aux grandes écoles de la République, mon père ingénieur, géophysicien, dont je dois avouer que je n'ai jamais vraiment compris le travail, me ramenait régulièrement des ouvrages dont il sentait bien qu'ils étaient essentiels. C'est ainsi qu'arrivèrent sur mon petit bureau d'adolescent des pavés tels que *La Misère du monde* de Pierre Bourdieu (1 472 pages) ou *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours* de Jean-Baptiste Duroselle (1 049 pages) ou encore *L'Écriture ou la Vie* de Jorge Semprun. Ouvrages majeurs... mais quasi inaccessibles pour un jeune lycéen, on peut en convenir facilement.

Jeune étudiant à Bordeaux puis à Québec, j'ai connu l'ivresse de la reconstruction d'un monde issu de la chute du mur de Berlin et des grandes idéologies. La démocra-

Introduction

tie libérale progressait partout, à l'Est, en Amérique latine jusqu'en Afrique. La mondialisation tendait à s'imposer, l'émergence de nouvelles technologies semblait offrir d'immenses opportunités, bref nous étions, comme nos professeurs du reste, séduits par la thèse de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama, c'est-à-dire le triomphe définitif du modèle de la démocratie libérale dans sa forme occidentale. Ma génération a vu sa vision trop optimiste et naïve du monde s'écrouler le 11 septembre 2001. Terrorisme, islamisme, conflits armés, crises humanitaires... le retour à la réalité fut rude.

Après une douzaine d'années au service de l'État, et vingt ans après la publication de l'ouvrage préfacé par Michel Rocard, édité sous le beau titre de *L'Art de la Paix*, le Gouvernement me fait l'honneur de me confier la responsabilité de la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH). Un OVNI administratif dans l'appareil d'État mais une belle mission à la pointe de la défense des valeurs républicaines, démocratiques et humanistes de notre pays. Pour la petite histoire, Manuel Valls et François Hollande souhaitaient pour occuper cette fonction un « Badinter jeune », critères évidemment impossibles à réunir puisque la peine de mort a été abolie en 1981 et que l'ancien garde des Sceaux jouit d'un statut amplement mérité d'icône de la gauche humaniste. Point commun entre Michel Rocard et Robert Badinter une grande force de conviction au service de la démocratie et des droits humains. Droits qui doivent être défendus sans

relâche par un combat aussi bien sur le plan politique que sur le plan des idées. C'est l'ambition de ce livre : défendre le sens d'un combat en faveur des droits humains et de la tolérance trop souvent dénigré voire caricaturé. Pour cela il fallait donc prendre la plume, trouver le temps d'écrire. J'ai longtemps beaucoup dormi. Chez moi, dans les trains, les avions, les aéroports. Je n'aurais pas été de ceux qui se scandalisent à l'idée d'imposer une courte sieste de vingt minutes après le café avant de reprendre le chemin du bureau. Mais voilà, la paternité aidant, je ne dors plus beaucoup. Mes enfants n'ont jamais vraiment dormi le matin, trop d'énergie à dépenser et de choses à entreprendre. Et donc je ne dors plus beaucoup. Ni dans les trains, ni dans les avions, ni dans les aéroports. Désormais je lis. Beaucoup. J'ai toujours dans mon sac plusieurs compagnons de voyage, généralement un romancier et un essayiste pour varier les plaisirs. Parfois un poète, que je me réserve pour les très longues distances avec une prédilection pour la langue mystérieuse des ultramarins : Saint-John Perse, Césaire, Glissant, Chamoiseau... Et j'écris dans un petit cahier rouge (cahier, pas livre...) moleskine. Je profite de ces moments précieux de calme et de sérénité où ni les mails, ni les SMS, ni le fil Twitter ne peuvent m'atteindre pour coucher sur le papier quelques idées, impressions, interrogations...

Ce petit livre qui n'est pas un essai biographique, ni une étude philosophique ou politique constitue le produit de ces réflexions. Autant l'avouer, je n'ai absolument aucune ambition littéraire, n'ayant pas eu pour mère une Mina

Introduction

Kacew m'intimant, comme Romain Gary, l'ordre de devenir Victor Hugo et ambassadeur de France. Écrire un livre est une chose sérieuse en France. On ne prend pas la plume à la légère au pays de Victor Hugo, d'Alexandre Dumas et d'Albert Camus. On n'envoie pas un volume aux Archives nationales sans trembler un peu. Pardon, chers lecteurs, d'avoir commis ce livre. Je ne suis pas écrivain, je me répète. Il s'agit modestement de prendre le temps d'aborder quelques sujets d'importance qui méritent bien plus que des tweets de 280 caractères, des interviews radio ou télévisées de moins de six minutes. Il aborde des sujets qui nous disent bien des choses sur la France, sur ses crispations identitaires, ses intellectuels et sur notre rapport au passé. Un passé qui ne passe pas et qui renvoie (hélas) à des problématiques bien contemporaines. Ce livre n'a pas d'autre ambition que de contribuer à éclairer un débat public trop souvent victime des réactions hystérisées que les réseaux sociaux contribuent à amplifier de manière démesurée. En espérant que sa lecture puisse un tant soit peu éclairer les débats en cours et à venir.

Combattre l'hydre de la haine

En mai 2017, le Conseil des ministres prend la décision de me confier la fonction de délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH). Pourquoi moi ? Pourquoi moi, jeune haut fonctionnaire, blanc, athée et hétérosexuel ? Se poser la question, c'est s'interroger d'emblée sur le sens du combat contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, sur sa portée, sur son lien avec les concepts d'universalisme et de citoyenneté.

L'universalisme n'est pas un gros mot ni une idée désuète. L'universalisme renvoie à l'idée d'une unité du genre humain dépassant les spécificités culturelles ou catégorielles. Il désigne aussi une philosophie ayant pour finalité d'accorder à tous les citoyens des droits reposant sur des principes communs. Je crois profondément à l'universalisme des droits, des devoirs et des combats en faveur du respect de la dignité de la personne humaine. L'édification de l'universalisme est un projet en soi. Historiquement, il a connu en France des résistances, des oppositions, ainsi que des périodes de régression mais il a considérablement pro-

gressé depuis le siècle des Lumières. Il a précisément pour finalité de ne pas reconnaître de spécificités culturelles, sociales ou « raciales » pour garantir à TOUS les mêmes droits politiques et les mêmes garanties. Les individus sont simplement reconnus par l'État comme des citoyens dans le but de leur laisser exprimer librement leur personnalité, leurs identités multiples et enchevêtrées, individuelles et collectives.

Combattre toutes les formes de haine et de discrimination constitue un impératif moral et politique. Il faut combattre le racisme, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT au nom d'idéaux qui nous sont communs et non pas seulement en raison d'une appartenance à une communauté ou à un groupe donné. Dit autrement, il faut s'y opposer pour les mêmes motifs que nous combattons par exemple la peine de mort ou la torture : il s'agit tout simplement de violations graves et incontestables de droits humains fondamentaux. Il appartient donc à toute la société, toute la nation, de se mobiliser contre ces fléaux. Ces combats ne constituent pas des monopoles réservés à une ou plusieurs « communautés », ce sont des combats pour la République.

À l'opposé des principes d'universalisme républicain et de citoyenneté se développent les visions communautaristes de la société qui portent en elles le danger d'une fragmentation à l'infini de la société tout en enfermant les individus dans une identité essentialisée. Le communautarisme juxtapose en effet des groupes considérés comme étanches ou opposés sans construire de projet commun.

« L'individu n'est alors plus que l'histoire de son groupe. Il n'est plus que sa tribu d'appartenance. [...] Il doit faire bloc avec elle, en oubliant tout ce que son identité protéiforme pourrait dire d'autre de lui. [...] Ainsi se taisent toutes les autres voix en lui étouffées par un narcissisme exclusif qui perpétuellement le renvoie à sa famille ou à son clan », comme l'écrit Delphine Horvilleur¹. Le racisme n'est donc pas le problème des seules personnes dites de couleur. L'antisémitisme n'est pas seulement le problème des juifs. La haine anti-LGBT n'est pas seulement le problème des personnes LGBT. Ces manifestations de haine nous concernent tous. « Une injustice ne concerne pas seulement ceux qui en sont victimes ou coupables, mais la communauté éthique tout entière. [...] il est vrai que toute expérience est particulière, notamment toute expérience d'oppression : la Shoah, l'esclavage, le colonialisme, la domination des femmes, etc. Cependant, au contraire de ce que supposent les dénonciateurs de l'appropriation culturelle, ce type de souffrance comporte nécessairement une dimension communicable – donc universalisable – sous peine de demeurer singulière, confinée à la sidération muette des victimes, et de perdre ainsi toute portée collective », écrit le philosophe Francis Wolff en introduction de son *Plaidoyer pour l'universel*².

1. Delphine Horvilleur, *Réflexions sur la question antisémite*, Grasset, 2019.

2. Francis Wolff, *Plaidoyer pour l'universel*, Fayard, 2019.

La matrice de la haine

La création d'une structure d'État, transversale et rattachée au Premier ministre – la DILCRAH – avec à sa tête un préfet, est une forme de réponse de la République à ces fléaux. Et qu'importe la couleur de ses membres, l'essentiel est qu'ils s'engagent corps et âme dans cette tâche. Faire abstraction de ses origines, de ses identités, de ses convictions religieuses, pour mener un combat à la pointe des principes démocratiques, humanistes et républicains, telle est la belle mission qui m'a été confiée et dont je mesure chaque jour l'ampleur.

*

Les valeurs de la République française, exprimées dans sa devise, sont belles et généreuses, mais elles constituent un idéal à atteindre, pas un état de fait. La liberté, l'égalité et la fraternité peuvent se proclamer, et c'est l'apport si essentiel des révolutionnaires de 1789 et 1848, mais inscrire le programme républicain au frontispice des mairies et des écoles n'a pas fait disparaître pour autant un certain nombre de fléaux. Si le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie sont réprimés par la loi, c'est bien parce que notre société en connaît aujourd'hui encore des manifestations parfois aiguës et parfois violentes. D'après une enquête de la Commission nationale consultative des droits de l'homme réalisée en 2018, 9 % des Français considèrent qu'il existe des races supérieures à d'autres. Si ce chiffre est en réduction année après année, les discriminations raciales restent cependant